

Luttes étudiantes

La crise de l'U.N.E.F. et l'avenir du mouvement

Jean-Marie Vincent

Le grand public ne comprend pas grand-chose à ce qui se passe dans l'université, et reconnaissons-le franchement, encore moins à ce qui se passe à l'intérieur du mouvement étudiant. La crise qui secoue l'U.N.E.F. depuis plusieurs mois ne suscite guère d'intérêt. Beaucoup d'étudiants en suivent eux-mêmes les péripéties dans les journaux comme s'il s'agissait d'un match à plusieurs épisodes entre bandes de jeunes. Dans le cas de l'U.G.E. (Union des Grandes Ecoles, affiliée à l'U.N.E.F.) où l'on a vu une petite minorité de l'organisation (pro-P.C.) faire une sorte de coup d'Etat militaire contre la majorité, il a fallu attendre plusieurs jours pour que la vérité commence à transparaître dans la presse.

Pourtant, si l'on va au-delà des apparences, cette crise n'est pas sans signification. Il apparaît d'abord que le projet mis en avant par les étudiants P.S.U. après mai-juin 1968, celui d'un mouvement étudiant de masse, à orientation clairement anticapitaliste, s'est heurté à des difficultés beaucoup plus considérables qu'on ne l'avait prévu au départ. Le volontarisme de notre parti dans ce domaine, son désir d'affirmer coûte que coûte l'hégémonie d'une politique révolutionnaire sur le milieu, n'a pas empêché la majeure partie des « gauchistes » étudiants de désertir le terrain universitaire, soit pour essayer de s'implanter dans la classe ouvrière, soit pour essayer de construire l'organisation d'avant-garde, noyau du futur parti révolutionnaire.

Il s'ensuit une situation parfaitement paradoxale. Au sein de l'U.N.E.F. les E.S.U. étaient seuls à défendre une ligne de dépassement du syndicalisme étudiant traditionnel. Ils l'imposèrent au congrès de Marseille de l'U.N.E.F. surtout contre les courants centrifuges venant de certains comités d'action de mai, mais très tôt par la suite ils se heurtèrent essentiellement à l'U.N.E.F.-Renouveau, organisation fractionnelle contrôlée par les étudiants communistes et à l'A.J.S. (Action des Jeunes pour le Socialisme) d'obédience trotskyste. Malgré leurs divergences portant au-delà de l'idéologie sur des problèmes concrets comme la participation, ces deux fractions se retrouvaient dans la défense de certains thèmes corporatistes, dans la recherche de liens avec le mouvement ouvrier traditionnel (C.G.T. en particulier), dans la volonté d'apparaître comme une opposition « raisonnable » au pouvoir (cela vaut surtout pour l'U.N.E.F.-Renouveau).

Très naturellement elles ne pouvaient avoir pour préoccupation de mettre en pratique la politique décidée par le B.N. de l'U.N.E.F. Bien au contraire dans les luttes comme dans les débats, ce qui les intéressait surtout c'était de faire valoir leur influence et de prouver leur capacité à coiffer les manifestations du milieu. Pour les camarades du P.S.U. les conséquences de cet état de choses étaient lourdes : il leur fallait mener à la fois une lutte parlementaire et d'appareil au sommet de l'U.N.E.F. et à la base tenter de donner cohésion à la combativité étudiante. Pris dans cet état, ils réussirent à faire la preuve sur le terrain (Censier, Nanterre, Médecine par exemple), qu'une politique de mobilisation massive contre la sélection, la répression et la « rentabilisation » à l'université était possible, mais les difficultés ne firent que s'aggraver dans les assemblées internes.

Aujourd'hui, il est de ce fait indispensable de repartir sur de nouvelles bases. Pour les étudiants du P.S.U. engagés dans l'U.N.E.F. il ne peut être question de s'épuiser en débats stériles, en guérillas secondaires et en petites guerres absurdes avec des courants politiques dont ils sont séparés par des problèmes politiques fondamentaux (participation, formes de lutte, etc.). Pour eux il s'agit maintenant comme vient de le décider la direction politique nationale des 7 et 8 novembre derniers, de concourir au regroupement dans un mouvement de masse des forces internes et externes à l'U.N.E.F. qui reconnaissent tant la nécessité d'un travail de masse à l'université sur des objectifs concrets que la nécessité d'une structuration permanente au mouvement étudiant anticapitaliste. Sur tous ces points le dialogue doit être ouvert avec tous. Le P.S.U. ne peut et ne veut en aucun cas revendiquer l'hégémonie dans ce nouveau contexte. La diversité des expériences et des organes de base qui agissent dans le monde étudiant (C.A. U.N.E.F., comités de lutte permanents) de même que la volonté diffuse chez beaucoup d'étudiants de dépasser la groupuscularisation, tout cela impose que la confrontation soit menée sans faux-fuyants en essayant de dépasser les facteurs de division et d'aller au-delà d'une vague cartellisation entre groupes révolutionnaires. La combativité étudiante est là pour donner de bonnes bases à cette réorientation politique, mais elle risque de tourner vite en rond si de nouvelles perspectives ne sont pas dégagées.